

TIC-BPO LES OPÉRATEURS MITIGÉS

LA FORMATION SERA LA CLÉ DE VOÛTE DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES TIC/BPO. LES OPÉRATEURS, BIEN QUE RAVIS PAR LES MESURES BUDGÉTAIRES, DISENT RESTER TOUT DE MÊME SUR LEUR FAIM. POUR CAUSE : UN MANQUE DE SOUTIEN POUR UN DÉVELOPPEMENT PLUS ACCRU DU SECTEUR ET DE LEURS BUSINESS.

AUX premiers rangs depuis l'éclatement de la crise de la Covid-19, la technologie s'illustre positivement d'année en année. Pilier du secteur des technologies de l'information et de la communication, elle a démontré sa résilience et son agilité face au contexte économique sensible. D'ailleurs, selon l'Economic Development Board, sa présence dans les TIC a permis au secteur de contribuer aujourd'hui à hauteur de 5,9 % au Produit intérieur brut local, contre 5,6 % en 2017.

Ubiquitaire de par sa fonction, la technologie est aussi d'ores et déjà considérée comme un moteur économique de croissance. Et cela, aussi bien en tant que secteur à part entière, qu'en tant qu'outil permettant de consolider et de moderniser d'autres piliers économiques.

«La technologie seule ne se suffit pas», comme l'a souligné le fondateur de la marque à la pomme, Steve Jobs. Il semble que le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a bien compris cela. En effet, nonobstant que la technologie compte un volet consacré spécifiquement à ses besoins, elle est aussi disséminée dans ce que

l'on appellerait communément la digitalisation de l'économie mauricienne.

Toutefois, cela n'est pas au goût de tous les opérateurs du secteur. Effectivement, pour Brian Dean, fondateur de Panda & Wolf, bien que le Grand argentier ait mentionné un taux de croissance du secteur TIC/BPO en 2020, rien de concret n'a été annoncé sur la manière dont ces entreprises sont censées fonctionner avec la dévaluation de la roupie. «Sachant que la plupart des entreprises TIC/BPO ont un besoin énorme d'espaces serveurs, qui pour la plupart ne sont pas payés en roupies mauriciennes, la dévaluation de la monnaie locale a un impact dévastateur sur leurs dépenses. En outre, je note aussi l'absence de mesures claires pour relever le ni-

veau de l'enseignement des TIC dans le pays», souligne-t-il. Avant de nuancer tout de même un peu ses propos en saluant l'initiative de la création d'une Digital Industries Academy. «Il est important de mettre l'accent sur la formation, et cela est une bonne initiative. Cela dit, il faut être réaliste, car c'est une mesure qui prendra beaucoup de temps. Il s'agit d'un plan de 4-5 ans pour être pleinement opérationnel (et aucune annonce n'a été faite pour résoudre le décalage entre les compétences en TIC demandées par les entreprises à Maurice et les cours académiques dispensés dans les institutions locales). Que sont censées faire les entreprises des secteurs TIC/BPO pendant ce temps ?», questionne-t-il.

Même constat pour Shateeaum Sewpaul, General Manager d'Harel Mallac Technologies. Celui-ci trouve encourageant de voir comment le gouvernement soutient l'importance de la technologie dans sa stratégie de

transformation et sa vision d'une île Maurice plus intelligente. «Je suis heureux de noter les mesures pour une Digital Industries Academy et la création d'un Emerging Technologies Council. En sus, je trouve intéressantes également les initiatives annoncées

Blockchain ou Fintech ; réalité ou illusion ?

Le développement d'une monnaie digitale est un sujet que l'on entend de manière récurrente. Allant en ce sens, le Budget 2021-2022 annonce la création d'une monnaie numérique en projet pilote. À ce sujet, Brian Dean attire l'attention sur la nécessité d'avoir un haut niveau de maintenance et de sécurité. «Lorsque nous parlons de blockchain et de Fintech, ces technologies nécessitent un très haut niveau de maintenance et de sécurité, traitant principalement de documents confidentiels et d'argent», signale-t-il. Il souhaite à cet effet davantage d'informations sur le projet du ministre des Finances. «Le ministre des Finances a également annoncé, à titre d'essai, une roupie numérique mais n'a pas mentionné si cette monnaie numérique sera soutenue par la roupie mauricienne. C'est une information majeure qui affectera certainement la réponse post-budgétaire du FMI».



LA FORMATION COMME VECTEUR DE CROISSANCE DES TIC-BPO



BRIAN DEAN
(FONDATEUR DE PANDA & WOLF)



SHATEEAUM SEWPAUL
(GENERAL MANAGER D'HAREL MALLAC
TECHNOLOGIES)

pour numériser davantage de services gouvernementaux, notamment les objectifs visant à établir des plateformes de paiement numérique afin d'assurer un processus de paiement plus efficace et plus sûr par le public pour ces services», confie-t-il.

Or, outre les mesures annoncées, le Managing Director d'Harel Mallac Technologies est d'avis que le gouvernement doit proposer des projets plus concrets qui changeront la donne et serviront de catalyseur à des changements plus profonds dans la structure de notre économie. «La technologie peut redéfinir la façon dont nous envisageons les soins de santé, l'agriculture et les services

financiers, pour n'en citer que quelques-uns...», soutient-il.

Avec la formation au centre des mesures budgétaires du ministre des Finances, Shateeaum Sewpaul reconnaît que l'éducation et l'habilitation sont les forces motrices de tout changement majeur. «Nous devons former notre personnel à de nouvelles compétences et à de nouveaux domaines qui sont nécessaires pour réaliser la vision établie. Le développement et l'adéquation des compétences restent essentiels à la réussite d'une île Maurice intelligente. Nous devrions également être ouverts à l'idée d'accueillir des compétences et des talents étrangers, notamment dans

le domaine des technologies émergentes, afin que Maurice puisse combler ses lacunes dans différents domaines technologiques et accélérer ainsi sa transformation économique», explique-t-il.

Résumant sa pensée, le Managing Director d'Harel Mallac Technologies soutient que le système éducatif actuel et le programme d'études correspondant doivent être profondément repensés et réorganisés. Tout cela dans l'optique de s'aligner sur les compétences et les talents nécessaires à la réalisation de l'agenda d'une île Maurice numérique.

NIRVAN ARMOGUM

Numérisation des sociétés paraétatiques

Cela fait un moment depuis que la numérisation du secteur public est au cœur des mesures budgétaires. Toutefois, malgré les efforts, un retard est clairement observé. Dans un souci de réduire cette différence, Renganaden Padayachy a annoncé que le gouvernement introduira des modes de paiement mobiles et sans contact pour les transactions avec le Registrar General, la National Land Transport Authority et la Companies Division. Pour Shateeaum Sewpaul, il est bon de voir ces initiatives, car il n'est jamais trop tard de voir s'enclencher la digitalisation. Il indique toutefois que Maurice devrait avoir une perspective beaucoup plus large et à long terme. «Il est nécessaire d'avoir une feuille de route plus claire pour l'ensemble de nos systèmes bancaires et de paiement, d'un point de vue gouvernemental et réglementaire. Nous devons définir clairement comment et où nous voulons jouer quand il s'agit de banque en ligne, de système de paiement numérique et de monnaie numérique ou cryptée. Ce sont des sujets qui nécessitent une approche concertée entre toutes les parties prenantes avant de se lancer dans différents projets isolés. Cela évitera les inefficacités en termes de temps et d'investissement en ressources tout en permettant la cocreation plus efficace d'un écosystème sophistiqué.»